

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 39 - MI-JANVIER 2024



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Bastien POULIQUEN et Valentine CHEVÉ  
- correction par Bastien POULIQUEN*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Amandine PRINTZ, Alexis TOESCA, Louis PICOULEAU  
- correction par Louis PICOULEAU*

---

9

## AFRIQUE

*par Lisa BOS et Clémence F.  
- correction par Neary VONG*

---

12

## ASIE

*par Baptiste POULARD, Charly HURIER, Rodolphe UGUEN  
- correction par Neary VONG*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Clément LE LANDAIS, Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

18

## AEROSPACE & CYBERSECURITY

*par M.A  
- correction par Jade DELHAYE*

---

20

## ARMEMENT

*par Loris CORNUAULT  
- correction par Neary VONG*

---

## RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION

*Neary VONG*

## MISE EN PAGE

*Emma ROLLAND DE RENGERVÉ*

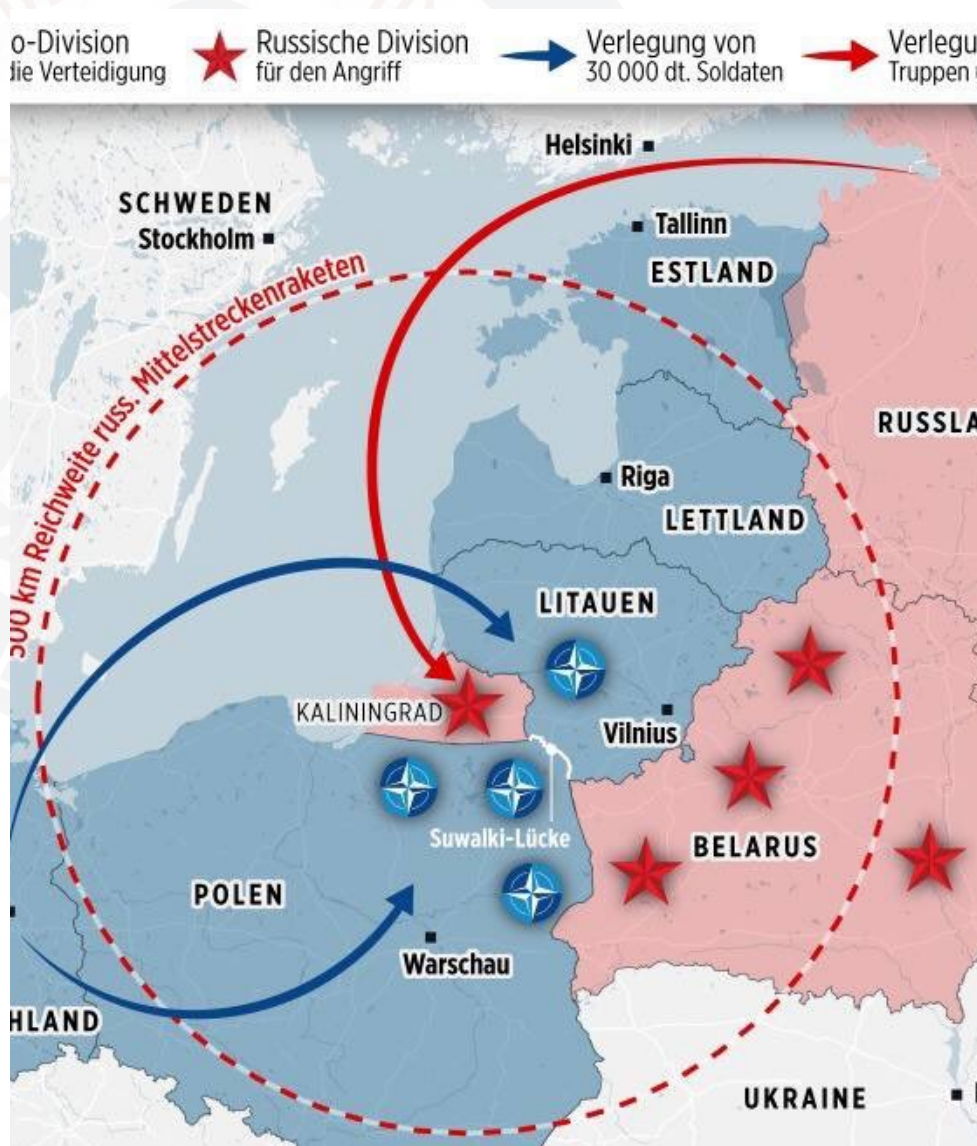
# EUROPE

## SCÉNARIO DE CONFLIT POUR LA BUNDESWEHR

Le quotidien allemand "Bild" a récemment fait paraître un document supposément confidentiel rédigé par le ministère de la défense allemand. On suspecte néanmoins cette fuite de ne pas être si fortuite, et de suivre un objectif politique et militaire. En effet, le document intitulé "Alliance Defense 2025" envisage une situation de confrontation militaire avec la Russie dès 2025. Dans les détails, l'Etat-Major allemand anticipe une nouvelle mobilisation générale russe en début de 2024, conduisant à la rupture du front en Ukraine et entraînant des gains territoriaux significatifs. Dans ce scénario, la Russie tournerait alors son attention vers les pays baltes, forçant l'OTAN à déployer 300,000 hommes afin de prévenir une offensive contre le corridor de Suwalki. Le point déterminant pour l'Allemagne, serait l'investissement de 30,000 soldats dans cette opération. Alors même qu'elle peine aujourd'hui à déployer 5,000 hommes en Lituanie, cette affirmation fait davantage office d'horizon que de réalité.

On observe également un changement dans la posture des membres de l'OTAN, comme fait remarquer Jānis Sārts (Directeur du Centre d'excellence de l'OTAN pour les communications stratégiques) : "Auparavant, les scénarios étaient entièrement produits avec des Etats et régions géographiques non-existants. Aujourd'hui, il est devenu plus approprié d'en user d'existants".

Bien qu'improbable, le scénario semble être pris en compte par les dirigeants allemands, avec entre autres l'annonce d'un exercice sur les territoires polonais et lituanien du 21 au 26, avec l'engagement de divisions d'infanterie blindées. De plus, c'est sans doute un message envoyé à l'opinion publique allemande ; le Ministre de la défense avait récemment affirmé que l'Allemagne devait se tenir prête à un nouveau conflit majeur sous 5 à 8 ans.



Bastien POULIQUEN

## GOVERNEMENT D'OLAF SCHOLZ, ENTRE MOBILISATION DES AGRICULTEURS ET MONTÉE DE L'EXTRÊME DROITE

En décembre 2023, le chancelier allemand Olaf Scholz et son gouvernement ont annoncé la réduction des subventions accordées au milieu agricole. Cela fait suite à un rappel à l'ordre des juges constitutionnels concernant les règles budgétaires de l'Allemagne.



Depuis le début du mois de janvier, les agriculteurs se sont mobilisés en masse pour faire part de leur mécontentement par rapport à cette nouvelle législation. Ils étaient des milliers d'agriculteurs avec leurs tracteurs lundi à bloquer les rues de Berlin. Ils se sont notamment réunis devant la Porte de Brandebourg en plein cœur de la capitale, demandant la démission du ministre des Finances allemand, Christian Lindner. Le gouvernement craint que cette mobilisation ne gagne le reste de la société et ne se transforme en grève générale. C'est sans compter sur l'extrême droite et le parti « Alternative für Deutschland » (AFD) qui profite de ses manifestations pour faire pression sur le gouvernement.

Le parti, qui a le vent en poupe dans les sondages en ce moment en Allemagne, cherche à instrumentaliser la violence. Des groupes extrémistes ultra-violents appellent quant à eux à la mobilisation du plus grand nombre via les réseaux sociaux, afin de multiplier les actions contre le gouvernement rendant ces rassemblements très violents. Parmi ces groupes, on peut compter le mouvement local d'extrême droite « Freie Sachsen », les néonazi de Troisième Voix ou encore le mouvement nationaliste « Ein Prozent » qui appelle à des grèves générales et à des émeutes subversives. Ce à quoi le chancelier allemand a répondu sans attendre le week-end dernier : « les appels à la violence et les menaces personnelles n'ont pas leur place dans notre démocratie ».

*Valentine Chevé*

## CHASSE AUX MINES EN MER NOIRE

Le 11 janvier a été l'occasion pour la Turquie, la Roumanie et la Bulgarie de signer un protocole commun afin de lutter contre la prolifération de mines navales. En effet, mises à l'eau par les deux parties belligérantes, russes et ukrainiennes, elles constituent un véritable danger pour le commerce régional. Un navire battant pavillon panaméen a notamment heurté une mine en décembre dernier, alors qu'il s'apprêtait à s'approvisionner en céréales dans un port ukrainien.

Cette initiative tripartite limite fermement la lutte aux parties signataires. Si un engagement futur de l'OTAN n'est pas écarté, cela ne pourra se faire avant une cessation des hostilités en Ukraine. En effet, l'initiative se veut "totalement pacifique" et n'étant dirigée contre aucun Etat. En outre, Ankara a déjà montré sa volonté d'assurer le respect de la convention de Montreux de 1936 restreignant le passage des Dardanelles aux nations belligérantes, ou considérées comme telles par la Turquie.

Ainsi, le 2 janvier, 2 anciens chasseurs de mines britanniques (HMS Grimsby et HMS Shoreham) dépêchés à la marine ukrainienne dans le même but de protection des voies commerciales avaient été interdits de passage.

Le porte-parole de l'Otan, Dylan White, affirme néanmoins qu'il s'agit d'une "importante contribution pour le développement d'une plus grande liberté de navigation et de sécurité, au niveau régional comme global".

Concrètement, la Turquie aligne dans sa marine 11 chasseurs de mines, la Roumanie 6, et la marine bulgare 2 (plus 3 dragueurs de mines soviétiques encore opérationnels). La direction des opérations est annoncée comme changeant via une structuration en périodes de 6 mois.

*Bastien POULIQUEN*



# MOYEN-ORIENT

## ISRAËL ACCUSÉ DE GÉNOCIDE PAR L'AFRIQUE DU SUD

Le 29 décembre 2023, l'Afrique du Sud a déposé une plainte contre Israël devant la Cour Internationale de Justice, organe de l'Organisation des Nations Unies qui a pour but de régler les différends entre les Etats membres. Dans cette plainte, l'Afrique du Sud accuse Israël de commettre un génocide contre les Palestiniens dans la bande de Gaza. En effet, en réponse à l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, Israël mène une série de bombardements sur la bande de Gaza, ainsi qu'une offensive terrestre qui aurait fait, selon les estimations, plus de 20 000 victimes. Cette plainte intervient dans un contexte de relations tendues entre Israël et l'Afrique du Sud qui défend la cause palestinienne et leur droit à un État. Depuis le début du conflit, les tensions entre les deux pays se sont accentuées.

Le 21 novembre 2023, l'Afrique du Sud a suspendu ses relations diplomatiques avec Israël jusqu'à l'annonce d'un cessez-le-feu.

L'audience pour l'examen de cette plainte s'est tenue les 11 et 12 janvier 2023.

L'Afrique du Sud a accusé Israël de violer la Convention de 1948 sur le génocide en imposant le siège de la bande de Gaza et en bombardant les populations civiles.



Pretoria demande à la Cour Internationale de Justice d'ordonner la fin des hostilités. De son côté, Israël se défend de toute "intention génocidaire" et dénonce une version décontextualisée et manipulée de la vérité. Outre l'aspect juridique, cette plainte pourrait avoir des conséquences diplomatiques. En effet, l'Etat hébreu se retrouve un peu plus isolé sur la scène internationale et peine à défendre la nécessité d'une guerre longue pour détruire le Hamas. De plus, cette plainte intervient dans un contexte de risque d'un embrasement régional avec l'attaque de bateaux en mer rouge au nom de la défense de la cause palestinienne par les Houthis yéménites. Cette plainte pourrait rajouter de l'huile sur le feu et polariser les nombreuses tensions de la région.

*Amandine PRINTZ*

# MOYEN-ORIENT

## L'ASSASSINAT DU N°2 DU HAMAS PAR UNE FRAPPE ISRAËLIENNE À BEYROUTH FAIT-IL CRAINDRE L'EXTENSION DU CONFLIT ?

Une frappe de drone israélienne survenue mardi 2 janvier, a tué le n°2 du Hamas, Saleh Al-Aroui ainsi que six autres responsables du Hamas. Exilé au Liban dans la banlieue sud de Beyrouth depuis 2017 après dix ans passés dans les geôles israéliennes, il est le principal responsable du mouvement islamiste pour la Cisjordanie.

Il était l'homme de « l'unité des fronts » palestiniens, qui appelait de ses vœux une insurrection généralisée dans les territoires comme en Israël. Très populaire, il avait réussi en 2020 la réconciliation des deux principaux partis palestiniens (le Fatah et le Hamas) même si les élections n'avaient pas eu lieu.



Cette opération est la première depuis le début de la guerre à toucher en plein cœur le quartier général du Hezbollah à Beyrouth. En réponse, le Hezbollah a affirmé avoir tiré samedi des dizaines de roquettes vers une base militaire dans le nord d'Israël pour marquer sa première riposte. Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, s'est montré prudent à ne pas déclarer la guerre totale, conjoncture qui plongerait théoriquement le Liban dans le chaos.

Pour Israël, cette opération est considérée comme un succès car jusqu'ici, Téhéran n'avait pas réussi à toucher les principaux chefs du Hamas, après avoir tué plus de 22 000 personnes à Gaza. L'effet de cet assassinat sur les négociations pour la libération d'otages demeure cependant à évaluer. Le Hamas a annoncé suspendre les négociations indirectes amorcées au Caire pour trouver un accord sur une trêve. Malgré l'agression d'Israël au Liban, le risque d'une extension majeure du conflit lié à cet assassinat n'est aujourd'hui que peu probable.

Alexis TOESCA

# MOYEN-ORIENT

## LE « JOUR D'APRÈS » À GAZA

Israël a souvent fait preuve d'un argumentaire pour le « jour d'après » à Gaza. Cependant, le gouvernement israélien a dévoilé, pour la première fois depuis le début de la guerre contre le Hamas, une feuille de route à ce sujet. Ici, l'objectif de Benjamin Netanyahu est d'exclure le retour du mouvement islamiste au pouvoir pour l'arrêt guerre, mais en laissant pourtant peu de place au retour de l'Autorité palestinienne. Dévoilé le 4 janvier par le ministre de la Défense Yoav Gallant, le plan d'Israël, indispensable pour l'allié américain, repose sur l'objectif numéro un de la guerre : éradiquer le Hamas dans la bande de Gaza.

Cette proposition se confronte à la volonté du peuple palestinien qui, selon un sondage par le Centre palestinien de recherche sur les politiques et les enquêtes (PSR), soutient à 42% le Hamas, contre 38% au début de la guerre. Le peuple de Cisjordanie demeure l'exemple type de l'évolution de la popularité du Hamas. L'importance de la réforme de l'Autorité palestinienne afin d'assumer la responsabilité de Gaza et celle de la Cisjordanie sous la direction palestinienne est à ce jour portée comme le consensus du conflit.

L'Autorité palestinienne, gangrénée par le Hamas, devrait alors se détacher de l'emprise du groupe terroriste datant de 2007. Ce mouvement islamiste ayant pris de force le pouvoir pourrait se le faire soustraire dans des conditions sanglantes, pire encore que par le passé.

Acteur clé du conflit, les Etats-Unis, et leur secrétaire d'Etat Antony Blinken, demeurent convaincu de la nécessité d'un État palestinien, ou du moins « un chemin clair pour accéder à cet État ».

Le ministre israélien de la Défense déclare que les Palestiniens « gouverneront » Gaza à l'issue de la guerre, discours qui conserve une part de flou quant à la concrétisation du « jour d'après » pour le peuple de Palestine.



Louis PICOULEAU



## NIGER ET RUSSIE : VERS UNE « INTENSIFICATION » DE LEUR COOPÉRATION MILITAIRE

Le 16 janvier, la Russie a officiellement déclaré son intention d'intensifier sa coopération militaire avec le Niger, un pays sahélien confronté à des défis liés aux groupes djihadistes et ayant récemment connu un coup d'État en juillet. Moscou poursuit depuis plusieurs années son objectif de renforcer son influence en Afrique au détriment des nations occidentales, bien que cette stratégie ait été entravée par la rébellion du groupe paramilitaire Wagner en juin 2023.

Au cours d'une rencontre à Moscou, les vice-ministres russes de la Défense, Ioumous-bek Evkourov et Alexandre Fomine, ont échangé avec le ministre nigérien de la Défense Salifou Modi, en marge de la visite du Premier ministre Ali Mahamane Lamine Zeine en Russie. Le ministère russe de la Défense a souligné une dynamique positive dans le développement de la coopération militaire, identifiant des domaines prometteurs. Un communiqué conjoint a été émis, affirmant que les deux nations ont convenu d'intensifier leurs efforts conjoints pour stabiliser la situation au Niger et accroître l'efficacité au combat de ses forces armées.



Parallèlement, les autorités nigériennes ont annoncé la résiliation de deux missions de sécurité de l'Union européenne sur leur territoire, simultanément à la réception de la délégation russe. Cette série d'événements témoigne d'une réorientation stratégique du Niger sur la scène internationale, privilégiant une coopération militaire renforcée avec la Russie, tandis qu'elle s'éloigne des alliances antérieures

Cette décision intervient après la visite d'une délégation russe à Niamey en décembre 2023, au cours de laquelle des accords de coopération militaire ont été conclus avec les nouveaux dirigeants issus du coup d'État de juillet. La diplomatie russe a ainsi consolidé sa position favorable au Niger, notamment face à la France, alliée privilégiée du régime précédent. Les nouvelles autorités nigériennes ont vivement critiqué les accords de coopération militaire avec la France, entraînant le départ de ses 1 500 soldats déployés dans le pays en proie aux violences jihadistes.

*Clémence F.*

# AFRIQUE

## L'ÉTHIOPIE ET LE SOMALILAND : DIPLOMATIE EN EAUX TROUBLES

La Somalie a récemment suscité des tensions en annulant un accord maritime signé entre l'Éthiopie et la région séparatiste du Somaliland. Cet accord, conclu le 1er janvier de cette nouvelle année, prévoyait que le Somaliland accorde à l'Éthiopie un accès à 20 km de ses côtes via le port de Berbera pour une durée de cinquante ans.



Considérant cet accord comme une « violation flagrante » de sa souveraineté, la Somalie a pris des mesures diplomatiques en rappelant son ambassadeur en Éthiopie. Cette décision intervient dans un contexte où le Somaliland cherche à obtenir la reconnaissance officielle de son indépendance, tout en offrant à l'Éthiopie une solution pour retrouver un accès à la mer, perdu après l'indépendance de l'Érythrée en 1993. L'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé du continent africain, considère cet accord comme une opportunité stratégique pour sécuriser ses voies maritimes et diversifier ses ports maritimes.

Cependant, cette situation soulève des enjeux économiques et géopolitiques complexes. Le Somaliland, bien que relativement stable comparé à la Somalie, demeure non reconnu sur la scène internationale. Les tensions internes dans la région, illustrées par des affrontements récents entre forces séparatistes et loyalistes au Somaliland, ajoutent une dimension complexe à ces développements. L'évolution de cette situation dépendra des négociations futures entre les parties et de la réaction de la communauté internationale.

Par ailleurs, la révocation de cet accord met en lumière les velléités d'indépendance du Somaliland, qui espère rompre son isolement en obtenant la reconnaissance officielle de l'Éthiopie et en s'imposant auprès de la scène internationale. Cette région autoproclamée a déjà signé des accords économiques importants, notamment avec l'entreprise émiratie DP World pour la modernisation du port de Berbera. Les découvertes récentes de gisements de pétrole près de la frontière éthiopienne ajoutent une dimension économique-stratégique à cet accord. En dépit des pressions internationales, l'Éthiopie a défendu l'accord, soulignant qu'aucune loi n'a été transgressée. Dans ce contexte, la réaction de la communauté internationale reste cruciale. Les États-Unis, l'Union européenne, le Royaume-Uni, l'Union africaine, la Ligue arabe, l'Égypte et la Turquie ont appelé au respect de la souveraineté somalienne. L'issue déterminera non seulement les relations entre l'Éthiopie, la Somalie et le Somaliland, mais également l'équilibre géopolitique dans la région de la "Corne de l'Afrique".

*Lisa BOS*

## L'INDE EST CONTRAINTE DE RETIRER SES TROUPES STATIONNÉES AUX MALDIVES

Les tensions s'accroissent entre l'Inde et son voisin insulaire, les Maldives. Marquées par la demande de retrait des 89 soldats indiens présents sur le sol maldivien formulée par le gouvernement de Mohamed Muizzu, ces tensions semblent avoir atteint leur apogée en ce début janvier, lorsque trois ministres maldiviens ont insulté le Premier Ministre indien Narendra Modi, le traitant de « clown » et de « terroriste », faisant référence au conflit israélo-palestinien notamment. Pays majoritairement musulman, la solidarité des Maldives à l'égard des Palestiniens remonte à 1974. Pourtant, ces invectives virtuelles, depuis sanctionnées, ont été provoquées par un tout autre contexte de tensions croissantes nourri par la rivalité sino-indienne dans l'Océan Indien.

Elu président en septembre 2023, Mohamed Muizzu porte comme projet une prise de distance avec l'Inde et un rapprochement avec la Chine. Traditionnellement perçu par l'Inde comme faisant partie de sa sphère d'influence, l'archipel cherche à réaffirmer son indépendance.

Contraintes par leur géographie hautement stratégique, les Maldives ne peuvent s'extraire des jeux de puissance et d'influence que se livrent puissances régionales et mondiales. Alors quand Mohamed Muizzu propose de s'éloigner de l'Inde, c'est avant tout pour se rapprocher de la Chine, premier créancier de l'archipel. Déjà encerclée d'infrastructures chinoises selon la stratégie du collier de perles voulu par Xi Jinping dans le cadre des nouvelles routes de la soie, l'Inde ne semble pas vouloir attaquer frontalement les Maldives, pouvant changer de diplomatie au gré des élections. Mais Narendra Modi a su trouver un moyen de sanctionner l'économie maldivienne, en louant les beautés des Lakshadweep, archipel indien au nord des Maldives aux paysages similaires. Un tiers des touristes des Maldives arrivent d'Inde, et alors que l'économie du pays repose largement sur le tourisme, c'est toute l'économie qui est menacée.



Ainsi, le comportement du président indien a attisé les tensions avec trois ministres maldiviens. Quant au retrait des troupes de l'armée de l'air indienne présentes pour opérer du matériel offert par l'Inde, c'est la première visite d'État à l'étranger de Mohamed Muizzu, en Chine début janvier, qui semble lui avoir permis d'établir un calendrier au lendemain de son retour. D'abord, promesse de campagne, les troupes indiennes devront bien avoir plié bagage d'ici le 15 mars.

*Baptiste POULARD*

## L'INDONÉSIE ET TAÏWAN RECONNAISSENT LA VALEUR DE L'AVIATION FRANÇAISE

Pour cette nouvelle année 2024, les affaires tournent chez Dassault et Safran.

En effet, les deux entreprises décrochent de gros contrats démontrant que l'aéronautique reste un savoir rare et convoité. La gigantesque entreprise française Dassault a rendu public, début janvier, un contrat s'élevant à 2.1 Milliards d'euros avec l'Indonésie, qui souhaite se doter de 18 aéronefs de classe rafales. Les aéronefs devraient être livrés en continu jusqu'à l'année 2028. Les livraisons devraient commencer dès 2026. Cette avancée est en fait la continuité d'un contrat déjà signé en 2022, qui aujourd'hui voit le nombre d'aéronefs augmenter. Cette décision indonésienne s'inscrit dans la ligne directrice du pays qui, toujours dans une optique défensive face à l'expansionnisme chinois, cherche à se munir de capacité d'action efficiente. Cette commande se corrèle avec l'acquisition, et la signature d'un contrat avec Boeing, de 24 F15 Eagle II. Le contrat avec Dassault prévoyait un suivi des aéronefs avec un entretien régulier, une équipe de mécanicien dédié à former les militaires indonésiens, et la mise à disposition d'un centre d'entraînement avec simulateur.



Mais ce n'est pas tout. En effet, un autre client sollicite le savoir-faire français afin de renforcer sa défense opérationnelle contre l'empire du milieu. Un pays directement menacé par les forces chinoises à savoir la petite île de Taiwan. Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une commande d'aéronefs, mais d'une remise à niveau d'appareils déjà mis en service. En effet, Taiwan est détentrice d'une flotte de Mirage 2000-5 datant de maintenant 20 ans. Elle se dote grâce à cette commande d'une capacité supplémentaire en économisant au maximum leur matériel. Cette commande de moteur, pièce de rechange ou encore d'armes, s'inscrit dans une politique de renforcement économique. Dans la mesure où le pays peut prolonger la durée de vie de ces avions, il sera possible pour l'armée de multiplier les entraînements en conditions réelles, ou tout simplement, en missions. La commande devrait être livrée dès janvier 2024, et ce, jusqu'à la fin de l'année.

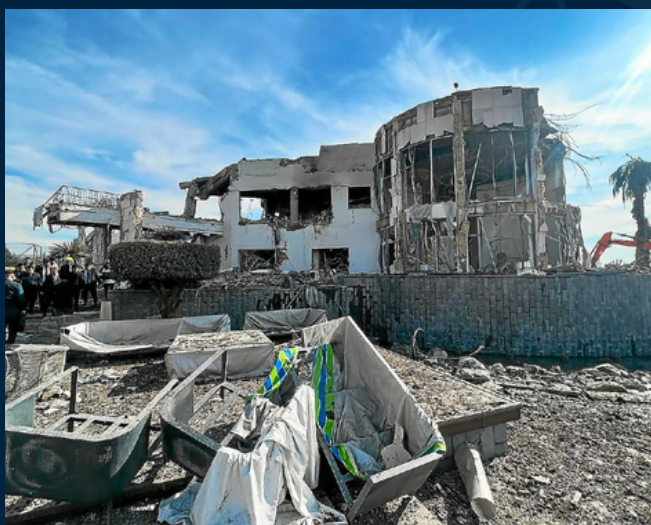
*Rodolphe UGUEN*

## FRAPPE IRANIENNE AU PAKISTAN : ISLAMABAD DÉNONCE LES AGISSEMENTS DE TÉHÉRAN

Le Pakistan a accusé l'Iran d'une frappe aérienne meurtrière sur son territoire, tuant deux enfants, à la suite d'attaques similaires en Irak et en Syrie contre des groupes qualifiés de « terroristes anti-iraniens ». Le groupe visé au Pakistan, Jaish al-Adl, considéré comme terroriste par Téhéran, a vu son quartier général détruit. Ces événements surviennent dans un contexte régional tendu avec la guerre entre le Hamas et Israël, ainsi que les attaques des Houthis yéménites contre des navires en mer Rouge.

La frappe au Pakistan a été jugée "totalement inacceptable" par Islamabad, qui a convoqué le représentant iranien pour protester contre cette "violation injustifiée de son espace aérien". La diplomatie pakistanaise souligne que cet acte intervient malgré l'existence de canaux de communication entre les deux pays. Les conséquences pourraient être sérieuses, selon le ministère des Affaires étrangères pakistanais.

L'Iran, qui n'a pas encore commenté l'accusation pakistanaise, a revendiqué la destruction du quartier général de Jaish al-Adl au Pakistan. Les relations pakistano-iraniennes, déjà complexes, pourraient être plongées dans une crise grave, selon Michael Kugelman du Wilson Center de Washington. Pékin, proche d'Islamabad et Téhéran, appelle à la retenue.



En Irak, le rappel de l'ambassadeur irakien à Téhéran fait suite à une frappe qualifiée d'"acte clair d'agression". L'Iran affirme avoir visé des quartiers généraux de "criminels". Bagdad prévoit de porter plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU, contestant la version iranienne et dénonçant une attaque contre sa souveraineté. Ces développements soulignent l'escalade des tensions dans la région, avec des conséquences potentielles sur la stabilité régionale. La situation est d'autant plus préoccupante que ces actes surviennent malgré les appels à la coordination dans la lutte contre le terrorisme, mettant à l'épreuve les relations entre les États impliqués.

*Charly HURIER*

# AMÉRIQUES

## UN PROJET DE PORT SPATIAL AU PÉROU ?

Il existe 53 ports spatiaux dans le monde se situant principalement en Europe, en Russie, en Chine et aux Etats-Unis. Désormais, les points de lancement seront étendus à d'autres régions d'Amérique du Sud. Les autorités péruviennes ont officialisé leur intention de construire un port spatial dans le pays. Le projet se trouve dans le Rapport Pluriannuel sur les Investissements dans les Partenariats Public-Privé du ministère de la Défense pour la période 2023-2026, a rapporté l'agence de Presse péruvienne "Andina" le dimanche 31 décembre 2023.



Ce projet faramineux, qui coûtera 1 milliard de soles (270 millions de dollars), aura pour objectif de coordonner fusées, satellites et autres navires en direction de l'espace. Selon le rapport, le projet, qui devrait être entre les mains d'une entreprise privée pour une période de 20 ans, bénéficiera à la Force Aérienne Péruvienne (FAP) « à travers le transfert technologique, l'amélioration des capacités spatiales, l'accès aux orbites et vols suborbitaux." Selon le rapport, la ville de Piura, située au nord-ouest du pays, est un endroit idéal pour construire le premier port spatial péruvien en raison de sa proximité avec l'équateur terrestre. En effet, dans cette zone géographique, la vitesse de rotation de la Terre aide à propulser le voyage des fusées dans l'espace et permet ainsi d'économiser du carburant. Dans cette région se trouve le désert de Paita, il dispose de ressources en combustibles fossiles, de l'énergie la plus importante du pays (éolienne), et est également situé à côté du deuxième port le plus important du pays. Le général de division FAP José Antonio García Morgan, responsable institutionnel de Conida, a expliqué que le Pérou dispose des conditions optimales pour construire un port spatial. Il a estimé qu'il s'agit d'une grande opportunité pour le pays, car elle viserait à développer une industrie spatiale et à renforcer l'agence spatiale péruvienne et le Centre national d'études spatiales. García Morgan a également précisé qu'il est probable que le port spatial soit réalisé par l'intermédiaire de Proinversión, "avec un partenariat public-privé". Mais c'est un détail qu'ils continuent d'évaluer.

Ce projet de construction de port spatial fait suite à un accord entre les Etats-Unis et le Pérou et plus précisément entre les Forces armées du Pérou (FAP), la Commission nationale pour la recherche et le développement aérospatial (Conida) et le Commandement spatial des États-Unis. Dans cette entente se trouvent des projets tels que la construction d'un port spatial et de sites de lancement de véhicules spatiaux dans le pays. Pour l'instant, les objectifs à court et moyen terme du ministère de la Défense seront de visiter les ports spatiaux d'autres pays pour recueillir des informations techniques sur ce qui est nécessaire pour construire et entretenir les leurs. Puis lancer une campagne de sensibilisation sur l'importance du projet et, de même, réaliser des études de faisabilité pour l'aérodrome au nord ou au sud du pays.

*Clément LE LANDAIS*

# AMÉRIQUES

## INTENSIFICATIONS DES TENSIONS EN MER ROUGE : LES ÉTATS-UNIS PASSENT À L'OFFENSIVE



Depuis le début de la semaine, les tensions deviennent de plus en plus accrues en Mer Rouge. Jeudi, puis dans la nuit du 12 au 13 janvier, les États-Unis et le Royaume-Uni ont mené une série de frappes contre les Houthis au Yémen. Joe Biden a affirmé, à travers un communiqué publié jeudi soir, « Aujourd'hui, sous ma direction, les forces militaires américaines, en collaboration avec le Royaume-Uni et avec le soutien de l'Australie, du Bahreïn, du Canada et des Pays-Bas, ont mené avec succès des frappes contre un certain nombre de cibles au Yémen utilisées par les rebelles Houthis pour mettre en péril la liberté de navigation sur l'une des voies navigables les plus vitales du monde ». Plusieurs dizaines de cibles, dont des bases et des camps militaires, ainsi qu'un dépôt d'armes et de missiles, ont été touchées. Samedi, une autre offensive américaine a touché un radar à Sanaa. Ces frappes aériennes et maritimes sont survenues en réponse aux attaques répétées contre des navires commerciaux, perpétrées par les Houthis. Les Houthis forment un groupe de rebelles issus de la minorité musulmane chiite du Yémen.

Soutenus par l'Iran, ils tentent depuis 2015 de prendre le pouvoir et contrôlent déjà une partie du Yémen. En soutien au Hamas, le groupe mène des attaques en Mer rouge à l'aide de drones et de missiles balistiques, afin de perturber le trafic maritime. Ils accusent les navires attaqués d'avoir un lien avec Israël. Les frappes de la coalition ont été menées à l'aide d'avions de combat et de missiles Tomahawk, et d'avions de combat Typhoon FGR4, déployés par le Royaume-Uni. Les États-Unis et le Royaume-Uni sont membres de la coalition « Gardien de la prospérité » lancée mi-décembre, à l'initiative des États-Unis, afin de sécuriser le détroit de Bab El-Mandeb. En effet, il représente une zone-clef pour l'économie mondiale : 75% des exportations européennes passent par ce point stratégique. Or, depuis ces dernières semaines et l'escalade des tensions dans la région, le trafic maritime a diminué de 22%. La situation a conduit de nombreux bateaux à contourner la zone, et a donc entraîné une hausse des prix du transport maritime ainsi qu'un rallongement des délais de livraison. Le Royaume-Uni est le seul pays européen à avoir participé à ces frappes. En effet, même si une vingtaine de pays soutiennent l'opération, certains y participent à un degré moindre tels que le Danemark, la Grèce ou encore la France, qui ont fait le choix de garder les dispositifs sous commandement national. La frégate multi-missions Languedoc a été déployée et a abattu plusieurs drones de la milice. Le mercredi 10 novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU s'est réuni et a adopté une résolution préparée par les États-Unis et le Japon, demandant la cessation « immédiate » des attaques perpétrées par les Houthis à l'égard des navires en Mer Rouge. Cependant, les Houthis ne semblent pas déterminés à renoncer à leur opération : « Les États-Unis et le Royaume-Uni doivent se préparer à payer un prix fort et supporter les lourdes conséquences de cette agression » a affirmé le vice-ministre des Affaires étrangères des Houthis.

Blanche ARMINJON

# AMÉRIQUES

## LIBÉRATION DES OTAGES ÉQUATORIENS : UNE SEMAINE DE TENSION PREND FIN



Dans une annonce, l'administration pénitentiaire équatorienne a confirmé la libération des 136 personnes qui étaient retenues en otage par des mutins. Cette période de détention, qui a duré une longue semaine, a pris fin dans la nuit de samedi à dimanche. Le président Daniel Noboa a salué le travail patriotique des forces armées, de la police nationale et du SNAI.

Cette libération intervient dans le contexte d'une crise pénitentiaire majeure en Équateur. Suite à l'évasion d'Adolfo Macias, alias « Fito », chef du plus grand gang criminel du pays et considéré comme l'ennemi public numéro un, le président nouvellement élu a déclaré l'état d'urgence dans tout le pays, y compris dans les prisons. Daniel Noboa a autorisé l'armée à maintenir l'ordre dans les rues et les établissements pénitentiaires pour une période de soixante jours. Un couvre-feu est mis en place de 23 heures à 5 heures locales. Le président a affirmé : « *Nous ne négocierons pas avec les terroristes et on ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas rendu la paix à tous les Équatoriens* ». Malgré le déploiement massif de milliers de militaires à travers le pays et une offensive continue contre les gangs criminels liés au narcotrafic, près de 180 agents pénitentiaires sont toujours retenus en otage. Le gouvernement reste déterminé à ne pas céder aux tentatives d'intimidation des criminels.

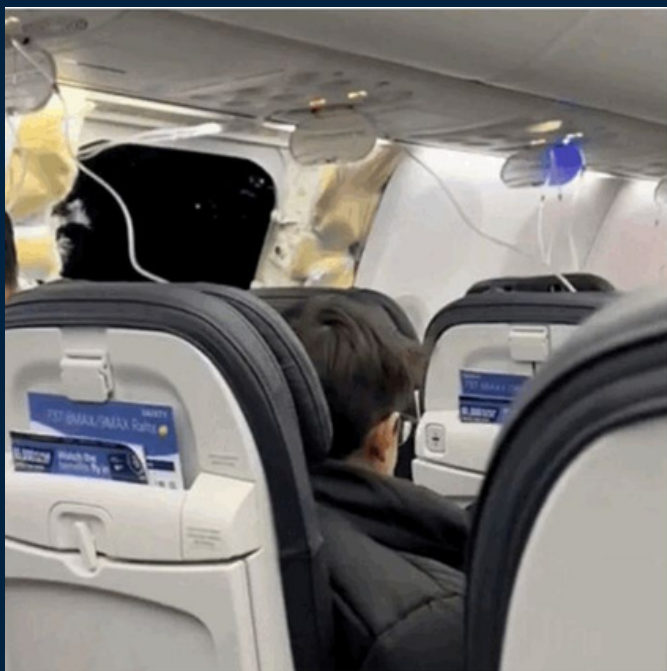
Le ministre de la Défense, Gian Carlo Loffredo, a averti sur les réseaux sociaux : « *Ils ont voulu semer la peur, mais ils ont réveillé notre colère. Ils pensaient soumettre un pays entier et ont oublié que les forces armées sont entraînées pour la guerre* ». Bien que l'activité reprenne timidement dans les principales villes, de nombreux magasins restent fermés, les transports publics fonctionnent au ralenti, les universités et les écoles organisent des cours virtuels, et le télétravail est devenu la norme. Cette crise met en lumière les défis sécuritaires auxquels l'Équateur est confronté, en tant que centre logistique pour l'expédition de cocaïne vers les États-Unis et l'Europe, avec une augmentation significative des homicides au cours des dernières années.

Victoire LE GALL



# AÉROSPACE

## CRISE AÉRIENNE : LES BOEING SUSCITENT DE VIVES INQUIÉTUDES DANS LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE



Selon les informations de l'agence américaine chargée de la sécurité des transports (National Transportation Safety Board, NTSB), un incident s'est produit sur un avion de la compagnie Alaska Airlines. En plein vol, une porte s'est ouverte et détachée de l'appareil. Le Boeing transportait 171 passagers et 6 membres d'équipage et se trouvait à une altitude d'environ 5 000 mètres.

À la suite de cet incident, les immobilisations pour inspection des Boeing 737 MAX 9 se sont multipliées dans le monde, entraînant de nombreuses annulations de vols. La porte en question est une porte condamnée et masquée par une cloison ne laissant apparaître qu'un hublot, une configuration proposée par Boeing aux clients qui le demandent. Après avoir fait demi-tour, l'avion est revenu se poser à Portland, et l'incident n'a causé que quelques blessés légers.

La NTSB a dépêché une équipe pour enquêter sur les raisons de ce dysfonctionnement. Différentes compagnies aériennes américaines et européennes ont suspendu l'exploitation de tous les modèles de Boeing 737 MAX 9 pour effectuer des vérifications. Cet incident survient après une série de problèmes techniques et deux accidents mortels impliquant le 737 MAX ces dernières années. Les enquêtes sont en cours pour déterminer les causes de cet incident et garantir la sécurité des vols.

Les conséquences financières étaient attendues. Le cours de bourse de Boeing a chuté à New York comme à Francfort et Paris. Plusieurs milliards de dollars de valorisation se sont ainsi envolés, une nouvelle fois, pour le constructeur américain ce qui permet au géant français Airbus de progresser.



# ARMEMENT

## RENFORCEMENT AÉRIEN : LE MINISTÈRE DES ARMÉES FRANÇAIS COMMANDE 42 RAFALES POUR L'ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE

Sébastien Lecornu, actuel ministre des Armées, a annoncé sur le réseau social X une nouvelle commande de 42 Rafales à Dassault Aviation, planifiée entre 2027 et 2032. Cette initiative, d'un investissement dépassant les 5 milliards d'euros, est inscrite dans le projet de Loi de Programmation Militaire. Lecornu a souligné que cette commande illustre l'excellence industrielle française et contribuera à plus de 7 000 emplois répartis dans plus de 400 entreprises en France.

Cette commande porte le nombre total de Rafales pour la France à 234. Elle comprend 30 avions de standard F4, avec l'objectif de les faire évoluer vers le standard F5 d'ici 2030. De plus, 12 aéronefs sont destinés à remplacer les Rafales de l'armée de l'Air cédés d'occasion à la Croatie en 2021.



Le développement du standard F4 par Dassault Aviation depuis 2018 vise à améliorer les capacités opérationnelles du Rafale, notamment en renseignement, surveillance, reconnaissance, en connectivité avec la radio CONTACT, en capacité de combat air-sol avec l'emport de trois missiles AASM, et même en intégrant un système d'intelligence artificielle pour l'analyse de données en temps réel.

Eric Trappier, PDG de Dassault Aviation, considère le Rafale comme un instrument de « souveraineté » pour la France, soulignant son rôle exceptionnel en tant que garant de la supériorité de l'aviation de combat nationale, renforçant l'influence diplomatique et l'atout économique à l'exportation. L'Indonésie par exemple, attirée par les capacités du Rafale, a versé sa troisième et dernière tranche le 8 janvier 2024 pour une commande de 18 Rafale, portant à 60 le nombre total de Rafale commandés l'année précédente.



Le Rafale, véritable avion de combat multirôles et vecteur de la dissuasion nucléaire en France, demeure un choix évident en tant qu'avion de combat, dans l'attente de son remplacement par le SCAF (Système de Combat Aérien du Futur) envisagé dans le cadre du projet européen avec l'Allemagne et l'Espagne, prévu pour 2040.

Loris CORNUAULT

# SOURCES

## • EUROPE

### ○ Scénario de conflit pour la Bundeswehr

- "L'état-major allemand imagine le scénario d'une possible confrontation entre l'Otan et la Russie dès 2024", Laurent Lagneau, *Opex 360*, 15/01/2024 ;
- "German armed forces 'preparing for Nato conflict with Russia', leaked documents claim", Daniel Keane, *The Standard*, 15/01/2024 ;
- "Leaked German Defense Document Sketches out Russian War Scenario", Tamás Orbán, *The European Conservative*, 15/01/2024.

### ○ Le gouvernement d'Olaf Scholz, entre mobilisation des agriculteurs et montée de l'extrême droite

- "Vidéos. Allemagne : 5 000 tracteurs bloquent Berlin, la colère des agriculteurs à son apogée", *Sud-Ouest*, 15/01/2024 ;
- "En Allemagne, Olaf Scholz se dit inquiet de la montée de l'extrémisme, en pleine mobilisation des agriculteurs attisée par l'extrême droite", *Le Monde*, 13/01/2024.

### ○ Chasse aux mines en mer Noire

- "La Turquie, la Roumanie et la Bulgarie s'unissent pour lutter contre les mines navales en mer Noire", Laurent Lagneau, *Opex 360*, 11/01/2024 ;
- "Turkey, Bulgaria, Romania Join Forces to Tackle Black Sea Mines", Hamdi Firat Buyuk, *Balkan Insight*, 11/01/2024 ;
- "Turkey, Romania, Bulgaria sign deal to clear floating Black Sea mines", Ali Kucukgocmen et Huseyin Hayatsever, *Reuters*, 11/01/2024 ;
- "La Turquie refuse le passage à deux anciens chasseurs de mines britanniques destinés à l'Ukraine", Laurent Lagneau, *Opex 360*, 02/01/2024.

## • MOYEN-ORIENT

### ○ Israël accusé de génocide par l'Afrique du Sud

- "Afrique du sud - Israël : Qui est Adila Hassim et 11 autres questions pour comprendre l'accusation de génocide de l'Afrique du Sud contre Israël et le rôle de la CIJ", *BBC News Afrique*, 10/01/2024
- "Gaza : les enjeux de la plainte pour génocide visant Israël devant la Cour internationale de justice", *Le Monde*, 10/01/2024
- "Devant la CIJ, Israël se défend de toute « intention génocidaire » contre les Gazaouis", *Le Monde*, 13/01/2024
- "La CIJ examine la plainte sud-africaine contre Israël pour « génocide » à Gaza", *ONU Info*, 10/01/2024

### ○ L'assassinat du n°2 du Hamas par une frappe israélienne à Beyrouth fait-il craindre l'extension du conflit?

- "L'assassinat d'un puissant chef du Hamas à Beyrouth fait craindre une extension du conflit", *Le Monde*, 03/01/2024
- "Première frappe israélienne dans la banlieue sud, le numéro deux du Hamas éliminé", *L'Orient-le-jour*, 03/01/2024

# SOURCES

- **Le « jour d'après » à Gaza**
  - "Jour d'après à Gaza : "L'Autorité palestinienne n'a actuellement pas le pouvoir de gouverner Gaza", *France 24*, 13/01/2024
  - "Le "jour d'après" à Gaza, l'Autorité palestinienne sera incontournable", *Courrier International*, 24/11/2024
  - "Guerre Israël-Hamas : après 100 jours de conflit, Gaza est plongée dans le noir numérique", *Ouest France*, 14/01/2024
  
- **AFRIQUE**
  - **Niger et Russie : vers une « intensification » de leur coopération militaire**
    - Le Niger et la Russie vont « intensifier » leur coopération militaire », *Jeune Afrique* avec AFP, 17/01/2024
    - Le Niger et la Russie vont « intensifier » leur coopération militaire », *Le Monde*, 17/01/2024
  - **Ethiopie et Somaliland : Diplomatie en eaux troubles**
    - "La Somalie signe une loi annulant l'accord entre le Somaliland et l'Ethiopie pour un accès à la mer Rouge", *Le Monde* avec AFP, 8/01/2024
  
- **ASIE**
  - **L'Inde est contrainte de retirer ses troupes stationnées aux Maldives.**
    - "Les Maldives veulent le départ des soldats indiens d'ici mi-mars", *Le Matin*, 14/01/24
    - "Le mal est fait" : un tweet de Modi envenime les relations entre l'Inde et les Maldives", *Courrier International* – 11/01/24
    - "India promoting Lakshadweep beaches for tourism. How attacks on PM Modi are backfiring on Maldives", *Mint*, 08/01/24
    - "Les Maldives demandent à l'Inde de retirer ses troupes de l'archipel", *Le Monde*, 23/11/2023
    - "Aux Maldives, le candidat pro-chinois Mohamed Muizzu remporte la présidentielle", *Le Temps*, 30/09/23
  - **L'Indonésie et Taïwan reconnaissent la valeur de l'aviation française**
    - "L'Indonésie a confirmé l'achat de 18 Rafale de plus auprès de Dassault Aviation", *Zone militaire*, 07/01/2024
    - "Taïwan va investir au moins 300 millions d'euros pour maintenir à niveau sa flotte de Mirage 2000", *Zone Militaire*, 07/01/2024
    - "TAIWAN: Un nouvel investissement à plusieurs millions d'euros pour maintenir à niveau sa flotte de Mirage 2000", *ASAF*, 08/01/2024
  - **Frappe iranienne au Pakistan : Islamabad dénonce les agissements de Téhéran**
    - "L'Iran frappe le Kurdistan irakien, la Syrie et même le Pakistan", *Les Echos*, 16/01/2024
    - "Le Pakistan accuse l'Iran d'une frappe aérienne ayant tué deux enfants sur son territoire", *Le Monde*, 17/01/2024
    - "Après l'Irak et la Syrie, l'Iran frappe au Pakistan", *Le Figaro*, 17/01/2024
    - "Le Pakistan rappelle son ambassadeur en Iran après une frappe aérienne meurtrière sur son sol", *France 24*, 17/01/2024

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ○ **Un projet de port spatial au Pérou ?**

- “¿Perú podría tener su primer puerto espacial con lanzador de cohetes? Esto se sabe tras convenio con EE. UU.” Fiorella Azaña Pedroso, *La Republica*, 19/08/2023.
- “Perú formaliza su intención de construir un puerto espacial”. Alberto López, *Deutsche Welle*, 1/01/2024.
- “Perú desarrolla un proyecto para la construcción de un puerto espacial en Piura” Peter Watson, *InfoDefensa*, 9/01/2024.
- “Informe Multianual de Asociaciones Público Privadas y Proyectos en Activos del Ministerio de Defensa”. *Resolución Ministerial N.º01558-2023-DE, Ministerio de Defensa*, 21/12/2023.
- “Se aprueba la construcción del primer puerto espacial del Perú”. Adriana Olortegui, *Perú Construye*, 4/01/2024.

### ○ **Intensifications des tensions en Mer Rouge : les États-Unis et le Royaume-Uni lancent des attaques contre les rebelles Houthis**

- “En mer Rouge, les États-Unis et leurs alliés mettent leur menace à exécution”. Nicolas Barotte, *Le Figaro*, 12/01/2024.
- “Conflit au Moyen Orient : les Etats-Unis et le Royaume-Uni frappent les houthistes au Yémen”. Hélène Sallon et Piotr Smolar, *Le Monde*, 12/01/2024.
- “Frappes américano-britanniques sur des cibles Houthis au Yémen : on vous résume la situation”. Maxime Ponsot, *Ouest France*, 12/01/2024
- “Le Conseil de sécurité de l'ONU réclame l'arrêt "immédiat" des attaques des Houthis en mer Rouge”, *France 24*, 11/01/2024
- “Mer Rouge : les Etats-Unis et le Royaume-Uni mènent des frappes contre les rebelles Houthis” Véronique Le Billon, Ingrid Feuerstein, *Les Échos*, 14/01/2024

### ○ **Libération des otages équatoriens : une semaine de tension prend fin**

- “Équateur : le gouvernement lance une offensive musclée contre les gangs”, *Le Figaro avec AFP*, 11/01/2024.
- “L'Equateur en état d'urgence à la suite de l'évasion de l'ennemi public numéro un”, *Le Monde avec AFP*, 9/01/2024.

## • AÉROSPACE

### ○ **CRISE AÉRIENNE : LES BOEING SUSCITENT DE VIVES INQUIÉTUDES DANS LE SECTEUR DE L'AÉRONAUTIQUE**

- “Etats-Unis : les autorités ont retrouvé la porte d'un Boeing 737 Max 9 qui s'était arrachée en plein vol”, *France Info avec AFP*, 8/01/2024
- “Alaska Airlines accident could have been ‘much more tragic,’ NTSB official says”, Dennis Romero and Jay Blackman, *NBC News*, 7/01/2024
- “Boeing chute, Airbus progresse après l'incident d'Alaska Airlines”, *Les Échos* par Reuters, 8/01/2024

# SOURCES

- **ARMEMENT**

- **Renforcement aérien : Le Ministère des Armées Français commande 42 Rafales pour l'Armée de l'Air et de l'espace**
  - "Rafale : La France commande 42 avions de combats supplémentaires", *BFM Business, TT avec AFP*, 12/01/2024
  - "Rafale : le ministre des Armées Sébastien Lecornu confirme une grosse commande" - *Capital avec AFP*, 12/01/2024
  - "France places \$5.5 billion order for 42 new Rafale fighters", Christina Mackenzie, *Breaking Defense*, 12/01/2024





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

